sondage RTL ifop lepoint

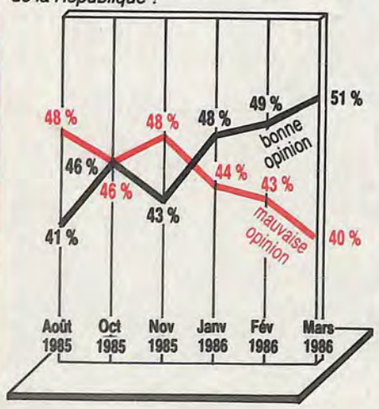
# Les deux inconnues qui peuvent brouiller les cartes



***Les blocs de droite et de gauche se figent à l'approche des élections législatives. Restent deux inconnues : le redressement de la popularité de François Mitterrand et le poids réel du Front national.***

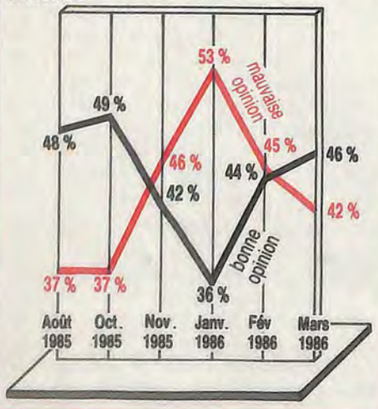
## La cote du Président...

*Quelle opinion, très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise, avez-vous de François Mitterrand comme président de la République ?*




## ...et du Premier ministre

*Quelle opinion, très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise, avez-vous de Laurent Fabius comme Premier ministre ?*




Les eaux dormantes peuvent toujours receler des pièges ou dissimuler des surprises. Aussi faut-il explorer avec prudence leurs surfaces stagnantes. Depuis plusieurs mois maintenant, la France électorale ressemble ainsi à un lac aux ondes calmes et aux flots immobiles. Les hommes politiques qui s'agitent autour ont beau invoquer et exhorter l'électeur, aucune vague de fond ne se forme. A peine quelques risées.

A quinze jours du rendez-vous électoral, la sixième et dernière enquête Ifop-RTL-*Le Point* – réalisée du 17 au 22 février auprès d'un échantillon national représentatif de l'électorat français de 1 171 personnes – confirme ainsi les précédentes : entre droite et gauche, rien ou presque ne bouge, comme si les jeux étaient faits avant même que ne se déroule la partie. La fixité du rapport de forces devient telle que les états-majors des partis eux-mêmes ne croient plus guère à de nouvelles évolutions. Mais il reste deux semaines de campagne, et d'autres élections dans le passé ont montré que, jusqu'à la dernière heure, des coups de théâtre pouvaient se produire. Le sondage Ifop-RTL-*Le Point* révèle d'ailleurs l'existence de deux bombes à retardement qui peuvent encore modifier le cours de la campagne : la montée continue de la popularité du chef de l'Etat et l'incertitude sur le score du Front national. Reste à savoir si elles exploseront.

► **Les deux blocs figés :** 54,5 % pour la droite, 42 % pour la gauche ce mois-ci ; 55 % pour la droite, 42 % pour la gauche début février ; 55,5 % pour la droite, 41,5 % pour la gauche début janvier ; 55 % pour la droite, 41 % pour la gauche fin novembre.

Depuis trois mois, le baromètre bouge si peu qu'il semble définitivement bloqué. Curieuse situation, qui rend dérisoire l'incroyable débauche de propagande et d'affiches. Les demi-points grignotés ou perdus valent leur pesant de milliards ! Certes, la gauche a progressé de un point et la droite reculé de un point et demi, mais les écarts restent trop considérables pour envisager de grands bouleversements dans le « rush » final, d'autant que le nombre des indécis se réduit. Toutes les enquêtes préélectorales s'accordent d'ailleurs sur l'ampleur du fossé entre les deux camps : le sondage Sofres-*Figaro* publié mercredi dernier donnait 55 % à la droite et 43 % à la gauche ; l'enquête BVA-*Paris-Match* parue jeudi enregistrait 56 % des voix pour la droite et 41,5 % pour la gauche.

WITT-SIPA

**FRANÇOIS MITTERRAND**
*Les opinions positives dépassent désormais les négatives*

En sièges, les résultats restent du coup très favorables à l'opposition RPR-UDF. Selon la simulation de l'Ifop, elle franchirait la barre symbolique des trois cents sièges et disposerait d'une nette majorité parlementaire. Le Parti socialiste, par contre, n'atteindrait pas le seuil – lui aussi symbolique – des deux cents fauteuils de député.

► **La montée continue de la popularité du chef de l'Etat.** Depuis le mois d'août dernier, François Mitterrand a engagé un patient travail de reconquête de l'opinion. A la sortie de l'été, il ne comptait que 41 % de bonnes opinions pour 48 % de mauvaises. Aujourd'hui, le rapport est totalement inversé : 51 % d'opinions positives contre 40 % de négatives. La V^e^ République se retrouve même sur ses deux pieds : le Président « tire » à nouveau la popularité du Premier ministre. Après son terrible passage à vide de décembre et janvier, Laurent Fabius s'est replacé dans le sillage du chef de l'Etat et, par un phénomène d'aspiration, retrouve lui aussi les chemins de la popularité : 46 % de bonnes opinions, 42 % de mauvaises. Mais la hiérarchie Elysée-Matignon est de nouveau respectée. Un redressement dont Mitterrand a voulu tirer parti en intervenant le dimanche 2 mars sur TF1 dans une troisième émission animée par Yves Mourousi et intitulée « Ça nous intéresse, M. le Président ».

Ce printemps mitterrandien se retrouve d'ailleurs dans les intentions de vote présidentiel. François Mitterrand est redevenu en effet le meilleur candidat socialiste devant Michel Rocard, très peu actif il est vrai dans la campagne législative. Dans un premier tour où les deux hommes seraient en compétition à gauche, Mitterrand obtiendrait 19 % des suffrages et Rocard 18 %.

## Les intentions de vote aux législatives... et à la présidentielle

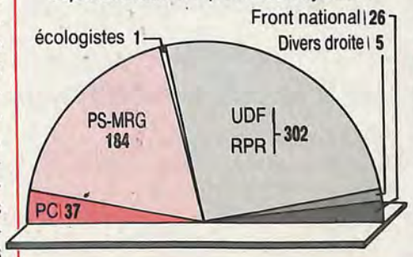
*Imaginons qu'aient lieu aujourd'hui les élections législatives et que vous ayez à choisir entre les listes suivantes : pour laquelle y aurait-il les plus grandes chances que vous votiez ?*

*Sur 100 électeurs qui se prononcent*

| | Mars 1986 | Février 1986 |
|---|---|---|
| UDF-RPR | 45 % | 46 % |
| PS-MRG | 27,5 % | 28,5 % |
| PCF | 10,5 % | 10 % |
| Front national | 7,5 % | 7 % |
| Écologistes | 3,5 % | 3 % |
| Divers gauche | 2,5 % | 1,5 % |
| Divers droite | 2 % | 2 % |
| Extrême gauche | 1,5 % | 2 % |
| *Ne se prononcent pas* | 17 % | 16 % |

### *Simulation d'Assemblée*

*Répartition des sièges à la proportionnelle départementale à la plus forte moyenne*




*S'il y avait prochainement une élection présidentielle, et que François Mitterrand ne se représente pas, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?*

*Sur 100 personnes qui se prononcent*

| | |
|---|---|
| Raymond Barre | 35 % |
| Michel Rocard | 26 % |
| Jacques Chirac | 15 % |
| Valéry Giscard d'Estaing | 11 % |
| Georges Marchais | 8 % |
| Jean-Marie Le Pen | 5 % |
| *Ne se prononcent pas* | 13 % |

*Et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, pour lequel y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?*

*Sur 100 personnes qui se prononcent*

| | |
|---|---|
| Raymond Barre | 33 % |
| François Mitterrand | 19 % |
| Jacques Chirac | 18 % |
| Michel Rocard | 18 % |
| Georges Marchais | 7 % |
| Jean-Marie Le Pen | 5 % |
| *Ne se prononcent pas* | 13 % |

Mais la présidentielle est surtout écrasée désormais par Raymond Barre, dont le score, selon les deux hypothèses étudiées, va de 33 % à 35 % des intentions de vote, loin devant Jacques Chirac (de 15 % à 18 %). En revanche, même s'il reste le favori de 19 % des Français pour occuper après le 16 mars le poste de Premier ministre, Raymond Barre peut se flatter de faire passer peu à peu son message anticohabitationniste : début janvier, 26 % des Français en faisaient encore leur candidat.

Le discours très cohabitationniste de Chirac n'est pas pour autant entendu. Bien que très ardent dans la campagne et ne cachant guère que les habits de Premier ministre lui conviendraient, le leader du RPR ne décolle toujours pas : 10 % seulement des personnes interrogées le veulent à Matignon.

La cohabitation est pourtant une idée qui fait toujours son bonhomme de chemin : 38 % des Français (contre 28 %) souhaitent que François Mitterrand reste Président après le 16 mars ; 50 % (contre 36 %) préfèrent que l'élection présidentielle ait lieu à la date pré-

►►►

▶▶▶

vue, en mai 1988. L'électorat d'opposition reste certes largement favorable à une présidentielle anticipée, mais dans ses rangs aussi le légitimisme gagne du terrain : 30 % des électeurs UDF-RPR disent d'ailleurs avoir une bonne opinion du chef de l'Etat (27 % début février) ; 60 % lui demeurent hostiles, mais ils étaient 67 % il y a un mois.

Cette faveur dont bénéficie le Président peut d'ailleurs encore brouiller l'élection, et surtout profiter au Parti socialiste. En mars 1978, ce fut Valéry Giscard d'Estaing, dont la popularité revint alors à son zénith, qui entraîna sa majorité et lui offrit la victoire. La proportionnelle interdit aujourd'hui une telle perspective, mais l'image présidentielle peut accentuer le phénomène du vote utile à gauche et desservir le PC dans la dernière ligne droite. C'est là sans aucun doute l'une des dernières incertitudes de la campagne. Mais il y en a une autre qui touche au Front national.

*A votre connaissance, les élections législatives du mois de mars prochain sont-elles des élections à un seul tour ou des élections à deux tours ?*

| | |
|---|---|
| Un seul tour | 83 % |
| Deux tours | 11 % |
| Ne se prononcent pas | 6 % |

RAYMOND BARRE

JACQUES CHIRAC

JEAN-MARIE LE PEN

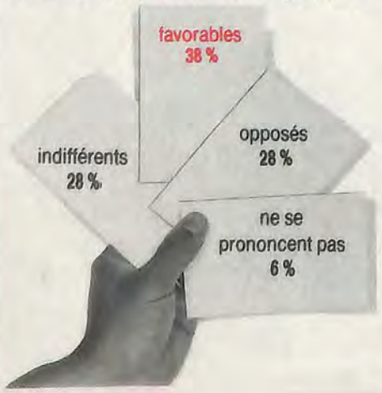
▶ **L'inconnue Le Pen.** Si le bloc de droite résiste bien face à la gauche, il n'échappe pas à des menaces internes. L'union UDF-RPR est en effet harcelée par une multitude de listes de divers droite qui peuvent entamer ses positions dans la répartition des sièges à la plus forte moyenne. Mais surtout, elle est confrontée à un mystère : le poids réel du Front national. 7,5 % d'après l'Ifop (+ 0,5 %), 8,5 % selon la Sofres (+ 1,5 %), 7 % selon BVA (+ 1,5 %), le parti de Jean-Marie Le Pen, longtemps absent de la campagne, semble retrouver du souffle pour le rush final. Mais les sondages ont toujours eu quelques difficultés à évaluer les extrêmes : lors des élections européennes, ils avaient tous sous-estimé le résultat lepéniste. Aujourd'hui, donc, plane encore un doute sur le score de l'extrême droite. Pour l'UDF et le RPR, en tout cas, le vrai danger vient de là : d'un redressement du Front national qui entamerait leur majorité parlementaire. Sur le terrain, cependant, tous les observateurs sont d'accord pour reconnaître que Le Pen marque le pas par rapport aux européennes : faute de listes crédibles et parce que le réflexe du vote utile joue à droite comme à gauche.

Il est vrai que les Français savent désormais tout ou presque du scrutin : 83 % disent qu'il n'y aura qu'un seul tour. C'est dire que, le 16 mars, ils se prononceront en parfaite connaissance de cause. ●

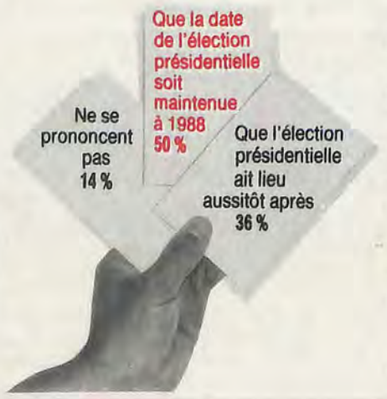
DENIS JEAMBAR

## Comment les Français voient la cohabitation

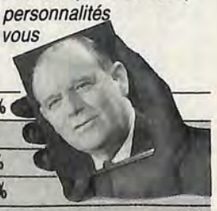
*Si l'opposition (RPR-UDF) gagne les prochaines élections législatives prévues pour mars 1986, seriez-vous favorable, opposé ou indifférent à ce que François Mitterrand reste président de la République ?*




*Si l'opposition (UDF-RPR) gagne les élections législatives de mars 1986, que préféreriez-vous ?*




*Si l'opposition de droite l'emporte en 1986, quelle est parmi les personnalités suivantes celle que vous préféreriez comme Premier ministre ?*



| | |
|---|---|
| Raymond Barre | 19 % |
| Michel Rocard | 13 % |
| Laurent Fabius | 12 % |
| Jacques Chirac | 10 % |
| Jacques Chaban-Delmas | 8 % |
| François Léotard | 8 % |
| Jacques Delors | 4 % |
| Simone Veil | 4 % |
| Valéry Giscard d'Estaing | 3 % |
| Jacques Toubon | 1 % |
| René Monory | 1 % |
| Ne se prononcent pas | 17 % |





# Ce qu'ils en disent...

***« Le Point » a demandé à Lionel Jospin, François Léotard et Jacques Toubon d'analyser les résultats du sixième sondage préélectoral Ifop-RTL-« Le Point ». Voici le commentaire des leaders des trois grands partis dans la course aux législatives.***

## *Lionel Jospin*

Premier secrétaire du PS

STEVENS-SIPA

Ce sixième sondage réalisé à trois semaines du scrutin marque une certaine stabilité par rapport à la vague précédente. Il appelle, de ma part, les trois réflexions suivantes :

▶ J'observe, pour le regretter, que l'espace socialiste – PS et petites listes proches politiquement – stagne autour de 30 %, avec un PS à 27,5 %. Ce résultat, voisin de celui obtenu lors de l'élection présidentielle de 1981 par François Mitterrand (26 %) et Michel Crépeau (2 %) et lors des élections cantonales par le PS, le MRG et les divers gauche en mars 1985, montre, s'il était exact, l'ampleur de l'effort de persuasion et de mobilisation que nous devons réaliser dans les derniers jours.

▶ Je me réjouis, ensuite, qu'une forte majorité d'électeurs communistes, en dépit des propos négatifs de la direction du PCF, expriment leur « bonne » opinion de François Mitterrand et de Laurent Fabius.

▶ Je note, enfin, que l'alliance RPR-UDF est minoritaire en voix dans le pays et que, contrairement aux invites de Raymond Barre, de Jean-Marie Le Pen et aux propos de Jacques Chirac et de certains de ses amis, une majorité de nos compatriotes demeurent – en toute hypothèse – favorables au maintien de François Mitterrand à l'Elysée jusqu'en 1988.

## *François Léotard*

Secrétaire général du PR

GRANVEAUD-COLLECTIF

Ce sondage révèle un événement, – un événement ignoré, sous-estimé, banalisé, mais qui, pourtant, commande notre avenir. Il confirme que les formations de l'opposition auraient, le 16 mars, la majorité absolue des sièges à l'Assemblée. Sans le Front national ! C'est le sixième sondage du *Point*. C'est la sixième fois que ce résultat est enregistré. Le piège de la proportionnelle n'a donc pas fonctionné. Les rideaux de fumée de la propagande officielle ont été dissipés. Le PS est minoritaire. Il stagne à environ 27-28 % des suffrages, et même recule légèrement ! Il ne pourra pas gouverner !

Ce sondage révèle, également, la véritable espérance que suscite l'application de la plate-forme de l'opposition. Les Français pensent que l'opposition fera mieux que le gouvernement actuel dans deux domaines qui commandent leur vie quotidienne : l'emploi et le pouvoir d'achat.

Enfin, je résumerai la dernière leçon de ce sondage en deux mots : « paix » des institutions et « poids » des institutions ! Les Français veulent la paix civile et refusent la crise politique. Ils ont assez de leurs difficultés quotidiennes. Ils respectent la fonction présidentielle. C'est pour cela que Mitterrand n'est pas happé, entraîné par le discrédit de la politique gouvernementale. Et c'est tant mieux. C'est un signe de maturité de notre société.

## *Jacques Toubon*

Secrétaire général du RPR

ORBAN-SYGMA

La sixième et dernière vague se caractérise par une stabilité générale. En cinq mois, les intentions de vote des Français ne se sont pas modifiées : elles laissent présager sans ambiguïté la victoire de l'opposition parlementaire RPR-UDF. Cela réduit à néant l'intoxication imposée aux Français sur le fallacieux « redressement » des socialistes et leur prétention à se maintenir au pouvoir.

L'effet Mitterrand continue à servir le Président lui-même, mais semble désormais dénué d'efficacité pour améliorer la situation des candidats socialistes. Sous les indices, il y a le bilan, négatif. Sous l'habileté d'une campagne médiatique forcenée, il y a la détermination de la majorité des Français à renvoyer les socialistes dans la minorité. Mais cette détermination n'est pas encore suffisamment éclairée.

Tout l'effort de l'opposition, sur laquelle les récentes « péripéties » ont laissé peu de traces, doit désormais se porter sur la présentation et l'explication de ce qu'elle fera lorsqu'elle sera la majorité. La démocratie et l'intérêt général gagneraient à ce que les Français votent pour nous en toute connaissance de cause.

A DEUX SEMAINES DES ÉLECTIONS LEGISLATIVES « LE POINT » POURSUIT SA CAMPAGNE

Cette semaine, Basse-Normandie, Bourgogne, Rhône-Alpes et Corse au banc d'essai

BASSE-NORMANDIE

# La droite dans un fauteuil

*A droite elle est, à droite elle restera. La Basse-Normandie s'apprête à reconduire une majorité aux trois quarts RPR-UDF.*
*Reportage de Jean-Yves Boulic, avec Jean Villette à Caen.*

## LA RÉGION

DEFAIL

*Caen*

**INCERTAINE**

**Son unité lui vient de l'histoire et du climat, non de la géographie. Avec 1 350 000 habitants pour trois départements : Calvados, Manche et Orne, elle est l'une des plus petites Régions françaises, mais aussi l'une des plus jeunes (une personne sur deux y a moins de 25 ans). L'image traditionnelle d'un pays agricole a tout juste un peu jauni. Le taux d'agriculteurs dépasse encore le double de la moyenne nationale, et l'agro-alimentaire occupe une place prépondérante. Mais l'électronique s'est largement développée dans le Calvados. Un Bas-Normand sur deux travaille dans le tertiaire. Pourtant, les emplois régressent et la formation des hommes traîne.**

**DROITIÈRE**

**En 1974, Giscard avait dépassé les 60 %, et obtenait encore plus de 54 % sept ans plus tard. La marée rose de 1981 n'apporte que 4 sièges sur 13 aux socialistes. Ce fief de droite eut naguère un coup de cœur pour le gaullisme, que le giscardien Michel d'Ornano s'est employé à réduire. Mais les Bas-Normands, indépendants et mesurés, se méfient des partis et s'intéressent plus aux hommes qu'à leurs étiquettes.**

## RAPPORTS DE FORCES

**Dominants.** Malgré une floraison carnavalesque de listes (vingt-six pour les législatives), la droite gardera, au soir du 16 mars, une écrasante suprématie : 10 ou 11 sièges sur 14. Les socialistes devraient conserver au moins trois députés : deux dans le Calvados, les ministres Louis Mexandeau et sa colistière, parachutée, Yvette Roudy, et un dans la Manche, Olivier Stirn, bien qu'il ne soit ni socialiste ni... de la Manche. Le siège PS de l'Orne est probablement perdu pour cause de zizanie.

**Dissidents.** La fédération de l'Orne n'a pas accepté le parachutage de François Doubin, président des Radicaux de gauche. Le député sortant socialiste, Michel Lambert, présente une liste contre lui. Le PS l'a exclu. A droite, même division : le docteur Razah Raad (proche du RPR), négociateur dans l'affaire des otages français du Liban, se lance dans la bataille avec le maire d'Argentan. Ses chances sont nulles face à la liste unie de l'opposition du RPR Daniel Goulet. Dans la Manche, l'énarque Denis Gautier-Sauvagnac, qui mène campagne contre la liste conduite par Pierre Godefroy (RPR) et Jean-Marie Daillet (UDF), pourrait obtenir un siège.

## LES HOMMES

**Caciques.** Michel d'Ornano est à la Basse-Normandie ce qu'est Jean Lecanuet à la Haute, ou Olivier Guichard aux Pays de la Loire : un patron indiscuté. Derrière lui, un revenant : André Fanton, absent depuis huit ans de l'Assemblée. Dans la Manche, Pierre Godefroy (RPR) brigue son huitième mandat, et Jean-Marie Daillet (UDF), son quatrième. A gauche, la figure de proue, c'est Louis Mexandeau, élu depuis près de vingt ans.

**Parachutés.** Ici, les parachutés furent les très bienvenus... il y aura bientôt quarante-deux ans. Ceux d'aujourd'hui sont reçus beaucoup plus fraîchement. Si Yvette Roudy, en numéro deux, n'a pas soulevé de tempête dans le Calvados, Olivier Stirn, élu du Calvados depuis 1968 (mais Vire n'est qu'à 6 kilomètres de la Manche), a dû manœuvrer habilement pour se faire accepter dans la Manche. Il y est parvenu, imposé par Jospin, aidé par le député sortant PS Louis Darinot, numéro deux, sans oublier son propre savoir-faire. En revanche, la partie s'annonce beaucoup plus dure pour François Doubin. Son récent mandat municipal de Soligny-la-Trappe n'a pas paru déterminant aux socialistes locaux.

## LES ENJEUX

**Régionaux.** La loi sur le non-cumul conduira vraisemblablement Michel d'Ornano à abandonner la présidence du conseil régional. Nul ne doute que son successeur sera un homme très proche de lui. Peut-être René Garrec, conseiller d'Etat, et cheville ouvrière de la Région pendant près de vingt ans. Mais le choix pourrait aussi se porter sur Pierre Aguiton, ancien avocat général à la Cour de sûreté de l'Etat, vice-président du conseil général de la Manche. De toute façon, la présidence restera au PR. Quant à Olivier Stirn, son ambition déclarée est de porter la gauche (*« moderne et responsable »*) à la hauteur de 30%, puis 50 %, dans la Manche et d'enlever la présidence du conseil général.

**Laitiers.** Outre l'électrification de la ligne Cherbourg-Paris, le problème qui pèse le plus lourd dans cette campagne, pourtant peu axée sur les affaires locales, c'est celui des quotas laitiers, imposés par Bruxelles. La situation s'annonce dramatique pour le pays d'Auge, où 80 % de la production agricole est à base de lait. *« Si des mesures ne sont pas prises rapidement,* estime Jean-Marie Daillet, *on va vers une jacquerie. »*

*Michel d'Ornano*

KELER-SYGMA

*Louis Mexandeau*

MOREL

*Olivier Stirn*

SIMON-GAMMA

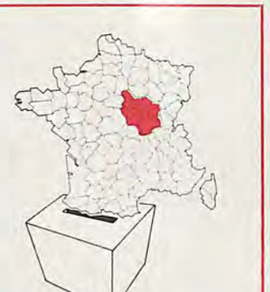
*Jean-Marie Daillet*

CHATIN-GAMMA

*François Doubin*

BASSIGNAC





BOURGOGNE

# Un strapontin pour la gauche

*En Bourgogne la gauche aura le vin triste le 16 mars au soir. Car, après la cuvée exceptionnelle de 1981, les vendanges de 1986 seront amères pour elle.*
*Reportage : Dominique Audibert, avec Maurice Leclère à Dijon.*

## LA RÉGION

PERLSTEIN

*Dijon*

**ÉTOILÉE**

**Une histoire prestigieuse, une nature tour à tour sévère et voluptueuse, un certain art de vivre donnent à la Bourgogne – comme à ses grands crus – une saveur unique. Son harmonie naturelle et son répertoire exceptionnel de grands sites (Vézelay, Cluny, Autun) semblent la rendre invulnérable aux malheurs du siècle. Mais le nombre d'étoiles dans les guides touristiques ou gastronomiques ne compense pas d'autres retards. Malgré le TGV qui la traverse, la Bourgogne n'a pas encore pris le train du XXIe siècle.**

**SYMBOLIQUE**

**Pour la première fois depuis longtemps, la Nièvre, fief de François Mitterrand dans sa longue marche vers l'Elysée, enverra au moins un député non socialiste sur les bancs de l'Assemblée. Tout un symbole dans cette Région qui a « offert un Président à la France ». Sur la ligne de partage des eaux, la météorologie politique a plutôt tendance à gonfler, sur le versant droit, les rivières de l'opposition. Déjà majoritaire au conseil régional, celle-ci peut tabler sur une très bonne vendange aux législatives.**

## RAPPORTS DE FORCES

**Basculants.** Avec 54 % des voix pour François Mitterrand en 1981 et 13 députés socialistes sur 15, la Bourgogne pouvait sembler verrouillée à gauche. En janvier 1978, à Verdun-sur-le-Doubs, Valéry Giscard d'Estaing avait indiqué *« le bon choix pour la France »*. Le paysage politique a basculé depuis au profit de la droite. Au fil des scrutins, la robe des cuvées électorales est progressivement passée du rose socialiste au bleu libéral. Sur les 17 nouveaux sièges de député, une majorité est d'ores et déjà acquise à l'opposition. La bataille reste plus serrée pour le conseil régional, où la droite n'est pas sûre de pouvoir se passer du Front national pour garder sa présidence.

**Frontaux.** Avec un PC réduit au rôle de force d'appoint, le PS affronte une opposition unie dans trois départements sur quatre. La mécanique de la proportionnelle garantit à la gauche l'élection de ses quatre ministres : Pierre Joxe en Saône-et-Loire, Pierre Bérégovoy dans la Nièvre, Henri Nallet dans l'Yonne et Roland Carraz en Côte-d'Or. Mais leur présence sur le terrain renforce encore le duel droite-gauche sur le bilan de l'actuel gouvernement.

## LES HOMMES

**Les ducs.** En Côte-d'Or, Robert Poujade règne depuis 1971 sur Dijon avec une assurance tranquille. Même phénomène autour de Jean-Pierre Soisson à Auxerre. Mais Pierre Joxe a essuyé quelques revers dans son fief de Saône-et-Loire : Chalon en 1983 puis le conseil général en 1985 sont passés à l'opposition.

**Le prétendant.** Éternel recalé du suffrage universel, intronisé en 1983 par François Mitterrand pour un fauteuil sur mesure à la mairie de Nevers, Pierre Bérégovoy aimerait prendre la relève dans ce département « historique ». Le terrain s'y révèle plus difficile que prévu. Si la proportionnelle lui assure un siège, Pierre Bérégovoy n'a été élu à Nevers qu'avec 6 voix d'avance aux dernières cantonales.

**Les assaillants.** Dans le camp de l'opposition, Dominique Perben, 40 ans, est un homme qui monte. Parachuté à Chalon en 1983, il a fait tomber ce vieux bastion socialiste et mène aujourd'hui la campagne pour la liste RPR. A Nevers, Hervé de Charette, 47 ans, dirige l'assaut de l'opposition. Rival malheureux de Pierre Bérégovoy en 1983, il entend bien, une fois élu député, emporter la bataille de Nevers en 1989.

## LES ENJEUX

**Réels.** Derrière une façade cossue, la Bourgogne souffre de retards accumulés et a mal encaissé les chocs de la crise. Dès 1983, dans le bilan de santé des Régions françaises établi par *Le Point,* elle se classait bonne dernière au palmarès général. Sans être catastrophiques, ses performances restent médiocres dans de nombreux domaines : emploi, recherche et innovation, santé des entreprises.

**Eludés.** Le succès des grands crus et le label du Charolais ne masquent pas le désarroi du Creusot meurtri, d'industries qui battent de l'aile, ni la mévente des céréales et de la viande. Peu présents dans le débat électoral, qui est dévié sur les enjeux nationaux, ces dossiers ne semblent pas pris à bras-le-corps. Région carrefour, disposant de 10 % du réseau autoroutier, la Bourgogne ne manque pourtant pas d'atouts. Mais le potentiel agro-alimentaire reste insuffisamment valorisé. L'appareil industriel est trop ridé pour bénéficier de mutations technologiques. Malgré ses héros d'antan, qui avaient nom Jean sans Peur ou Charles le Téméraire, la Bourgogne ronronne dangereusement sur ses acquis. Il lui manque toujours un vrai leader.

*Robert Poujade*

PONS

*Hervé de Charette*

MINGAM

*Pierre Joxe*

BASSIGNAC

*Jean-Pierre Soisson*

ALLIGON-COLLECTIF

*Pierre Bérégovoy*

DEFAIL

# Le duel des cimes

***En Rhône-Alpes, l'heure est au ressac de la gauche.***
***Avec combat de stars en prime.***
***Reportage de Catherine Pégard, avec Yves Léridon à Lyon.***

## LA RÉGION

DEJA-FOTOGRAM

*Lyon*

**OPULENTE**

**Deuxième Région de France, grande comme la Suisse, peuplée comme le Danemark, Rhône-Alpes, avec ses cinq millions d'habitants et ses huit départements (Loire, Rhône, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Isère, Drôme, Ardèche), a la fierté emphatique. Le TGV l'a mise au voisinage de Paris. Son aéroport international la place au contact des cinq continents. La diversité de son industrie lui a permis de composer avec la crise : son taux de chômage (8,6 %) est inférieur à la moyenne nationale. Sa balance commerciale est excédentaire. La Bourse de Lyon – la plus ancienne de France – est la première de province.**

**MICROCOSMIENNE**

**Ironie de l'Histoire, la terre d'adoption de Raymond Barre est à elle seule un « petit monde ». A une géographie mouvante, de la haute montagne aux contreforts de la Provence, aux technopoles – Lyon, Grenoble – qui masquent les reconversions difficiles de Roanne et de Saint-Etienne, au contraste entre l'épanouissement du « plus grand domaine skiable du monde » et le retard touristique de l'Ardèche, Rhône-Alpes ajoute une palette d'acteurs politiques qui répètent, sur le terrain, leur répertoire national.**

## RAPPORTS DE FORCES

**Venimeux.** Si treize listes se disputent l'Isère pour les législatives, quatorze partent à la conquête du Rhône : le RPR Michel Noir oppose à la campagne de Raymond Barre pour « une alternance globale » son slogan cohabitationniste « S'unir et gouverner » ; Charles Hernu, tête de liste du PS, s'essaie à un duo... en solo avec Jean Poperen ; les Verts sont désunis. Dans la Loire, le sénateur UDF Michel Durafour, réduit au silence par le tonitruant maire de Saint-Etienne, François Dubanchet, fait sa liste aux régionales. Dans la Drôme, Durand père conduit une liste dissidente aux régionales, alors que Durand fils figure sur la liste de l'opposition unie pour les législatives...

**Confortés.** Au conseil régional, UDF et RPR consolideront leur avantage ; l'UDF, sa prédominance indiscutable, et « Bébé » – Charles Béraudier – sa présidence, à laquelle seul Barre pourrait le faire renoncer ! A l'Assemblée nationale, la gauche perdra sa majorité. Elle était jusque-là absolue dans la Drôme et dans l'Isère (6 PS, 1 PC), où Alain Carignon espère faire tomber la gauche, pour la première fois depuis trente ans, sous la barre des 50 %.

## LES HOMMES

**Stars.** Charles Fiterman semble bien seul en son PC rhodanien ; Charles Hernu fait dans le radical-œcuménisme ; Louis Mermaz prépare sa réinsertion d'opposant en Isère ; et Raymond Barre patrouille méticuleusement son fief... en faisant du Barre.

**Oscars.** Le RPR Alain Carignon a imposé l'union de l'opposition dans l'Isère. A Barre et à certains chiraquiens. Michel Barnier (RPR) joue aussi l'union, qu'il voudrait voir couronnée par les JO d'hiver pour la Savoie en 1992. Charles Millon (UDF), le premier barriste de France en 1981, se bat pour que l'Ain en envoie deux à l'Assemblée. Jean Auroux, dans la Loire, a droit à la publicité de l'opposition, qui se déchire sur l'avenir de ses lois.

**Nominé.** En terre classiquement hostile au gaullisme, Michel Noir jure qu'il joue trois sièges contre l'omnipotence de Barre, qui en espère six.

**Guest stars.** Evanescent, Brice Lalonde à Lyon ; parachuté et contesté, le socialiste Dominique Strauss-Kahn en Haute-Savoie ; à suivre, Alain Mérieux (PDG des Laboratoires Mérieux), tête de liste RPR aux régionales, ami de Chirac, mais qui ne suscite pas la colère de Barre.

## LES ENJEUX

**Nationaux.** Cohabiter, ou ne pas cohabiter ? Telle est la question qui agite les meetings lyonnais. Raymond Barre mène dans son département une « action pédagogique militante ». Dans les autres, sur lesquels il n'a pas toujours pesé autant qu'on le prévoyait, il laisse faire ses lieutenants. Sous surveillance du RPR et du PS.

**Marginaux.** Dans ces départements où les listes sont partout nombreuses, plusieurs sièges se joueront à la marge de la plus forte moyenne. Ce qui intéresse autant le PC que le Front national, dans l'Isère et dans le Rhône par exemple.

**Virtuels.** Tous ces gens qui ne croient guère à la Région comme entité politique s'accordent à penser qu'il faut lui donner un second souffle. Si elle est riche, elle donne aussi quelques signes de fragilité. Lyon se dépeuple, les grands groupes (Rhône-Poulenc, RVI, sans parler de Creusot-Loire) ne créent plus d'emplois. Pour la première fois, en 1985, les établissements bancaires n'ont pas embauché. Il faut poursuivre, dit-on, dans la voie de Barre, qui a décentralisé à Lyon l'Ecole normale de Saint-Cloud, ou de... Mermaz, qui a obtenu que le synchrotron soit installé à Grenoble.

*Alain Mérieux*

MAOUS-GAMMA

*Charles Hernu*

APESTÉGUY-GAMMA

*Raymond Barre*

MAOUS-GAMMA

*Charles Fiterman*

GUYAUX

*Alain Carignon*

BRUCELLE-STOMA